

## TABLE DES MATIÈRES

Avertissement .....	7
Préface .....	9
Avant-propos .....	13
Liste des principales abréviations .....	15
Sommaire .....	19
Introduction générale .....	21

### PREMIÈRE PARTIE LA NOTION D'ACTE COERCITIF

#### TITRE I. LA DÉTERMINATION DE L'ACTE COERCITIF

<b>Chapitre I. La détermination formelle de l'acte coercitif .....</b>	<b>71</b>
Section I. Adaptation de l'acte coercitif au système juridique .....	72
§1. L'adaptation contrariée par la dualité de qualifications .....	72
A. La classification « acte juridique-acte matériel » injustifiée .....	73
I. Une classification artificielle .....	73
a. Les difficultés de définition des catégories .....	73
b. Les difficultés de délimitation des catégories .....	77
II. Une classification erronée .....	79
a. La confusion entre la nature d'un acte et ses effets .....	79
b. La confusion entre l'édiction d'une norme et son articulation .....	80

B. La classification « acte juridique-acte matériel » inadaptée .....	80
I. L'acte coercitif, acte juridique .....	81
II. L'acte coercitif, acte matériel.....	82
§2. L'adaptation favorisée par l'attribution de qualificatifs juridiques .....	83
A. Les qualificatifs juridiques inadaptés.....	83
I. Le principe juridique .....	83
II. Le procédé technique .....	85
III. La notion « floue » .....	87
B. Les qualificatifs juridiques retenus .....	89
I. La notion conceptuelle et la notion fonctionnelle .....	90
II. La catégorie juridique.....	94
Section II. Adéquation de l'acte coercitif à la réalité juridique .....	97
§1. La vérification de l'adéquation par l'examen du droit positif .....	98
A. L'existence de l'acte coercitif dans les règles juridiques .....	99
I. Une existence longtemps virtuelle.....	100
II. Une existence désormais réelle.....	101
a. La présence de la notion en jurisprudence .....	102
1. <i>La constatation</i> .....	102
2. <i>La jurisprudence, source du droit admissible en procédure pénale</i> ...	103
b. La reconnaissance légale de la notion.....	107
1. <i>La constatation</i> .....	107
2. <i>La loi, source du droit incontestable en procédure pénale</i> .....	108
B. La correspondance de l'acte coercitif à la vérité juridique.....	110
I. Le remède au risque d'une abstraction excessive .....	110
II. Le reflet d'une réalité matérielle.....	111
§2. Les conséquences de l'adéquation dans la théorie du droit .....	112
A. La confrontation de l'acte coercitif avec l'opposition de la science à la technique .....	113
I. Rejet de l'acte coercitif hors du « donné » .....	113
a. La contestation générale du « donné » .....	113
b. L'inadaptation spéciale au « donné ».....	114
II. Appartenance de l'acte coercitif au « construit ».....	116
a. L'approbation générale du « construit ».....	116
b. L'adaptation spéciale au « construit » .....	117

B. La confrontation de l'acte coercitif avec les conceptions du système juridique .....	119
I. L'acte coercitif, illustration de l'autocréation du droit .....	119
II. L'acte coercitif, illustration de la complétude du droit .....	121
<b>Chapitre II. La détermination substantielle de l'acte coercitif .....</b>	<b>123</b>
Section I. Inadéquation de l'acte coercitif aux catégories traditionnelles .....	124
§1. Un rattachement exclu aux mesures d'administration judiciaire .....	124
A. L'exploration de la mesure d'administration judiciaire .....	125
I. Contours de la notion en droit processuel .....	125
a. Une similitude manifeste avec la mesure d'ordre intérieur .....	127
b. Une dissociation effective avec l'acte administratif unilatéral .....	128
II. Contenu de la notion en procédure pénale .....	131
a. Les principales mesures d'administration judiciaire adoptées par le ministère public .....	131
b. Essor de la mesure d'administration judiciaire au cours de l'information .....	134
1. <i>Les actes d'administration liés à la répartition des affaires à instruire</i> .....	134
2. <i>Les ordonnances administratives du juge d'instruction</i> .....	137
3. <i>Les actes d'administration de la chambre de l'instruction</i> .....	141
c. Le repérage de la mesure d'administration judiciaire dans la phase de jugement .....	143
1. <i>La désignation des juges</i> .....	143
2. <i>Les renvois</i> .....	144
3. <i>Les décisions afférentes au déroulement de l'audience et à l'étendue des débats</i> .....	145
B. La spécificité du régime juridique de la mesure d'administration judiciaire .....	146
I. Un acte affranchi de certains principes fondamentaux de la procédure pénale .....	146
a. La méconnaissance du droit à un recours .....	146
b. L'ignorance des droits de la défense .....	147
II. Un acte conforme à des grands principes de la procédure pénale ..	148
a. L'impartialité du magistrat sauvegardée .....	148
b. La célérité de la procédure favorisée .....	149

§2. Un rattachement partiel aux actes juridictionnels.....	149
A. Les critères de qualification en droit processuel.....	150
I. L'intensité des controverses relatives au critère de l'acte juridictionnel .....	150
a. Les critères formels.....	150
b. Les critères matériels .....	151
II. L'affaiblissement des controverses relatives au critère de l'acte juridictionnel .....	153
B. Les principales manifestations en procédure pénale.....	154
I. Une place essentielle au sein de l'instruction préparatoire .....	155
a. Au premier degré .....	155
1. Lors de l'ouverture de l'information.....	156
2. Au cours de l'information .....	160
3. Lors du règlement de l'information .....	185
b. Au second degré.....	192
II. Un attribut naturel des juridictions de jugement .....	198
III. Une institution nouvelle au cours de l'exécution des peines.....	202
§3. Un rattachement principal aux actes de poursuite et d'instruction.....	212
A. L'impasse doctrinale : l'existence d'une controverse théorique.....	212
I. Un accord partiel sur la définition des actes de poursuite et d'instruction .....	213
II. Un désaccord complet sur la nature des actes de police.....	214
B. L'issue jurisprudentielle : l'indifférence de la controverse théorique ..	216
I. Une conception extensive des actes de poursuite et d'instruction par l'adoption d'un critère finaliste .....	216
II. Une confusion contestable des actes de poursuite et d'instruction en une notion unique .....	222
Section II. Inadaptation des catégories traditionnelles au regard de l'acte coercitif .....	223
§1. L'acte coercitif : l'apport d'une autre conception théorique .....	224
A. Émergence d'une classification différente des actes en procédure pénale.....	224
I. Les conditions de la <i>summa divisio</i> .....	224
a. L'acte coercitif, catégorie alternative.....	225
b. L'acte coercitif, catégorie limitative.....	225
II. L'organisation de la <i>summa divisio</i> .....	226

B. Intérêt d'une classification différente des actes en procédure pénale..	229
I. La substitution d'une classification bipartite à une classification tripartite .....	229
II. La reconnaissance de l'utilité d'une nouvelle catégorie juridique..	231
§2. L'acte coercitif : l'apport de solutions pratiques.....	232
A. Dans la phase de l'enquête de police .....	233
I. La distinction classique entre les enquêtes de flagrance et préliminaire.....	233
II. La détermination précise du début de la garde à vue.....	238
B. Dans la phase de l'information judiciaire .....	241
I. La justification de l'ouverture d'une information.....	242
II. La limitation des pouvoirs du juge d'instruction en cas de découverte de faits nouveaux .....	243
III. La soumission du juge des enfants au respect des formes prescrites par le Code de procédure pénale.....	246
<b>Conclusion du Titre I .....</b>	<b>249</b>

## TITRE II. LA DÉFINITION DE L'ACTE COERCITIF

<b>Chapitre I. La définition fonctionnelle de l'acte coercitif : une définition insuffisante .....</b>	<b>253</b>
Section I. Le fondement particulier de l'acte coercitif .....	254
§1. La condition de la nécessité de l'acte coercitif .....	255
A. Le sens de la nécessité .....	255
I. Qualification.....	255
a. La nécessité constitue un standard.....	255
b. La nécessité comprend l'urgence .....	256
II. Définition.....	257
a. La définition négative.....	257
b. La définition positive.....	259
B. Le seuil de la nécessité .....	263
I. L'apparition essentielle de la nécessité avec la suspicion.....	263
a. Le soupçon, une condition préalable .....	264
b. La consistance indispensable du soupçon .....	267
II. L'apparition résiduelle de la nécessité en dehors de la suspicion...	272

§2. Le contrôle de la nécessité de l'acte coercitif.....	274
A. Un contrôle souvent perfectible .....	275
I. La garde à vue.....	275
II. Les écoutes téléphoniques et la sonorisation .....	280
B. Un contrôle parfois convenable .....	285
I. Le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence avec surveillance électronique et la détention provisoire .....	285
II. Les perquisitions dans les entreprises de presse et les cabinets d'avocats.....	289
Section II.— La finalité partagée de l'acte coercitif.....	294
§1. Le partage intrinsèque de la fonction d'efficacité .....	295
A. L'acte coercitif probatoire .....	295
I. Un acte d'investigation indispensable à la manifestation de la vérité.....	296
II. Un acte indispensable indépendamment du modèle de procédure .....	299
B. L'acte coercitif provisoire et conservatoire .....	300
I. Présentation de la distinction entre le provisoire et le conservatoire.....	300
II. Application de la distinction à l'acte coercitif .....	302
a. La fonction de conservation de l'acte coercitif.....	302
b. La fonction d'anticipation de l'acte coercitif.....	306
C. L'acte coercitif sanctionnateur .....	307
§2. Le partage extrinsèque de la fonction d'efficacité.....	309
A. Une fonction quasi identique aux décisions provisoires .....	310
B. Une fonction identique à des principes d'organisation et de fonctionnement de la justice pénale .....	311
I. Le tribunal correctionnel à juge unique et la procédure de comparution immédiate.....	311
II. Les procédures alternatives aux poursuites pénales.....	312
III. Le secret de l'enquête et de l'instruction.....	312
<b>Chapitre II. La définition conceptuelle de l'acte coercitif : une définition adéquate.....</b>	<b>315</b>
Section I. L'acte coercitif, source d'un grief effectif.....	316
§1. Un grief automatique .....	316
A. L'existence du grief : le consentement non requis.....	317
I. Un grief indépendant de la fonction de l'acte.....	317
II. Un grief indépendant du cadre procédural .....	319

B. L'inexistence du grief : le consentement requis.....	321
I. La résistance résiduelle du consentement.....	321
II. Le recul progressif du consentement.....	326
§2. Un grief direct .....	331
A. Présence d'un grief direct dans les modalités classiques de la contrainte .....	331
I. Un grief compatible avec la contrainte médiate et immédiate.....	331
II. Un grief compatible avec la contrainte sur les personnes et celle sur les biens .....	333
B. Absence de grief direct dans une modalité spécifique de la contrainte .....	335
I. L'incompatibilité avec la contrainte psychologique.....	336
II. Les conséquences de cette incompatibilité.....	346
Section II. L'acte coercitif, source d'un grief spécifique.....	347
§1. La nature singulière du grief : sa gravité.....	347
A. L'atteinte à la liberté individuelle : le critère présumé.....	348
I. Les indices dans la jurisprudence relative aux faits nouveaux.....	348
II. Les indices en dehors de la jurisprudence relative aux faits nouveaux.....	351
B. L'atteinte aux libertés individuelles : le critère proposé.....	353
I. Le choix justifié de la notion de libertés individuelles.....	353
a. Le rejet de notions trop compréhensives .....	354
1. <i>La notion de libertés publiques</i> .....	354
2. <i>La notion de droits de l'homme</i> .....	356
3. <i>La notion de libertés fondamentales</i> .....	357
b. Le rejet de notions trop étroites.....	362
II. Le contenu précis de la notion de libertés individuelles.....	365
a. L'adoption d'une conception stricte de la notion de liberté individuelle .....	366
b. La détermination des libertés individuelles atteintes .....	371
§2. La conception renouvelée du grief.....	386
A. La singularité du grief dans l'acte coercitif : la mise en évidence de la dualité de nature du grief .....	386
B. Les conséquences de la singularité du grief dans l'acte coercitif sur les nullités .....	392
<b>Conclusion du Titre II.....</b>	<b>401</b>
<b>Conclusion de la première partie .....</b>	<b>403</b>

## DEUXIÈME PARTIE LE RÉGIME DE L'ACTE COERCITIF

### TITRE I. L'EXÉCUTION DE L'ACTE COERCITIF

<b>Chapitre I. Les constantes : les exigences intangibles de l'acte coercitif.....</b>	<b>411</b>
Section I. L'intangibilité des exigences générales de l'acte coercitif.....	412
§1. Légalité et loyauté de l'acte coercitif.....	412
A. La légalité de l'acte coercitif.....	412
I. La force du fondement de l'exigence.....	413
II. La faiblesse du respect de l'exigence.....	416
a. Les violations rectifiées de l'exigence .....	417
b. Les violations persistantes de l'exigence .....	426
B. La loyauté de l'acte coercitif .....	434
I. Application de l'exigence en raison de la qualification d'acte coercitif .....	435
II. Généralisation de l'exigence à l'ensemble des actes coercitifs.....	438
§2. Nécessité et proportionnalité de l'acte coercitif.....	442
A. Les disparités irréductibles du contrôle de proportionnalité.....	444
I. Une différence de nature du contrôle exercé .....	444
II. Une différence d'intensité du contrôle exercé .....	447
B. L'intensification perfectible du contrôle de proportionnalité.....	452
I. Progrès du contrôle exercé par les juges européens et judiciaires ....	452
II. Timidité du contrôle exercé par le juge constitutionnel.....	461
§3. Contrôle effectif de l'acte coercitif par l'autorité judiciaire .....	466
A. Encadrement accru de l'auteur du contrôle .....	467
I. Qualités renforcées de l'auteur du contrôle.....	467
II. Choix maîtrisé de l'auteur du contrôle.....	472
B. Effritement progressif de l'effectivité du contrôle .....	476
I. Explication de cet effritement progressif .....	477
II. Manifestations de cet effritement progressif.....	481
Section II. L'intangibilité des exigences spéciales de l'acte coercitif.....	486
§1. Observation du formalisme et de la motivation de l'acte coercitif.....	487
A. Formalisme accru en raison de l'intensité de l'acte coercitif .....	487
I. Une exigence largement consacrée par la loi.....	488
II. Une exigence généralement respectée par la jurisprudence.....	491
B. Motivation imposée en raison de l'intensité de l'acte coercitif .....	498



§2. Soumission de l'acte coercitif à la présomption d'innocence et aux droits de la défense .....	504
A. Une soumission significative à la présomption d'innocence .....	505
I. Le préalable de la suspicion .....	506
II. La prohibition de la violation du droit de ne pas s'auto-incriminer .....	509
B. Une soumission incomplète aux droits de la défense .....	516
I. Une soumission graduelle .....	520
II. Une soumission grandissante .....	530
§3. Application du principe d'impartialité à l'acte coercitif .....	565
A. L'impartialité personnelle requise pour l'acte coercitif .....	566
B. L'impartialité fonctionnelle compromise par l'acte coercitif .....	569
I. Application imparfaite de cette règle par le juge européen .....	570
II. Application imparfaite de cette règle par le juge pénal .....	580
<b>Chapitre II. Les variantes : les déclinaisons irréductibles de l'acte coercitif ....</b>	<b>587</b>
Section I. Les déclinaisons soulignées : le foisonnement des causes de variation .....	588
§1. Les variations objectives de l'acte coercitif .....	588
A. Variations <i>materiae</i> .....	589
I. En fonction de la commission supputée ou avérée d'une infraction .....	589
II. En fonction de la nature de l'infraction .....	594
III. En fonction du moment et des modalités de commission de l'infraction .....	596
B. Variations <i>loci</i> et <i>temporis</i> .....	606
I. Les variations <i>temporis</i> .....	606
II. Les variations <i>loci</i> .....	610
a. L'acte coercitif effectué en France .....	610
b. L'acte coercitif effectué à l'étranger .....	625
§2. Les variations subjectives de l'acte coercitif .....	629
A. Variations <i>personae</i> actives .....	629
I. L'exécution habituelle par un agent public .....	629
a. Les APJ, OPJ et les fonctionnaires de certaines administrations ..	629
b. Les magistrats .....	631
II. L'exécution exceptionnelle par un simple particulier .....	641

B. Variations <i>personae</i> passives.....	642
I. Selon la suspicion à l'égard de la personne .....	642
a. Les personnes physiques .....	643
b. Les personnes morales.....	645
II. Selon la qualité de la personne.....	646
a. La protection fondée sur la vulnérabilité.....	646
1. <i>Les mineurs</i> .....	646
2. <i>Les majeurs protégés</i> .....	651
b. La protection fondée sur la fonction.....	652
1. <i>Les hommes politiques et les agents diplomatiques</i> .....	652
2. <i>Les avocats</i> .....	659
3. <i>Les journalistes</i> .....	660
Section II. Les déclinaisons effacées : l'encadrement des formes de variation .....	661
§1. Le dépassement des variations d'intensité de l'acte coercitif .....	661
A. La contribution de la technique .....	661
I. Les variations d'intensité caractérisées .....	661
II. Les variations d'intensité canalisées .....	663
a. La prohibition du détournement de l'acte coercitif.....	663
b. La règle « coercion sur coercion ne vaut ».....	669
B. La contribution des principes .....	671
I. L'acte coercitif doit respecter l'égalité .....	671
II. L'acte coercitif doit préserver la dignité.....	676
III. L'acte coercitif doit sauvegarder la santé et l'intégrité physique ...	686
§2. Le dépassement des variations de durée de l'acte coercitif .....	691
A. Un dépassement contrarié .....	691
I. La durée diverse de l'acte coercitif .....	691
II. La durée complexe de l'acte coercitif .....	695
B. Un dépassement effectif.....	701
I. L'acte coercitif doit conserver une durée raisonnable.....	702
II. L'acte coercitif interrompt la prescription de l'action publique ....	712
<b>Conclusion du Titre I .....</b>	<b>715</b>

## TITRE II. LA CONTESTATION DE L'ACTE COERCITIF

<b>Chapitre I. La contestation de l'acte coercitif non constitutif d'une infraction pénale.....</b>	<b>719</b>
Section I. L'exigence impérieuse de contestation de l'acte coercitif .....	720
§1. Les fondements substantiels du recours exercé.....	720
A. Un recours imposé par les normes supérieures.....	720
I. Les normes constitutionnelles .....	720
II. Les normes conventionnelles .....	723
B. Un recours déduit de la notion d'acte coercitif .....	730
§2. Les caractéristiques essentielles du recours exercé .....	732
A. Un recours effectif .....	732
I. L'effectivité prééminente .....	732
II. L'effectivité croissante.....	742
B. Un recours protéiforme .....	752
I. Les recours principaux .....	752
a. La requête en annulation .....	753
b. La voie de l'appel.....	756
II. Les recours accessoires .....	760
a. Le référé-liberté.....	760
b. La requête individuelle supranationale.....	763
Section II. Les faiblesses persistantes de la contestation de l'acte coercitif .....	769
§1. L'insuffisance intrinsèque du recours .....	770
A. Une exclusion contestable.....	770
I. Les cas généraux d'exclusion du recours .....	770
II. Les cas spéciaux d'exclusion du recours .....	772
B. Un contrôle sommaire .....	774
§2. Le régime défavorable du recours .....	776
A. Un encadrement rigoureux de ses conditions .....	776
I. L'interprétation orientée des textes .....	776
II. L'enfermement dans des délais stricts .....	779
B. Une limitation considérable de ses effets.....	781
I. La limitation de l'étendue de l'annulation.....	781
II. La limitation des effets de l'appel .....	785

<b>Chapitre II. La contestation de l'acte coercitif constitutif d'une infraction pénale.....</b>	<b>791</b>
Section I. La dénonciation de l'acte coercitif arbitraire.....	792
§1. Une dénonciation absolue.....	792
A. Les contraintes physiques réprimées.....	792
I. Les arrestations et détentions arbitraires.....	792
II. Les actes de violence et de torture.....	801
B. Les intrusions réprimées.....	808
I. Les perquisitions illégales.....	808
II. Les atteintes abusives au secret des correspondances et à l'intimité de la vie privée.....	811
§2. Une dénonciation conditionnée.....	817
A. La nécessaire soumission à l'acte illégal.....	817
B. La nécessaire constatation de l'illégalité de l'acte.....	822
Section II. La responsabilité de l'auteur de l'acte coercitif arbitraire.....	825
§1. L'ineffectivité des responsabilités externes.....	825
A. La défaveur de la responsabilité pénale.....	825
B. La dilution de la responsabilité civile.....	829
I. La détermination de la juridiction compétente, garantie de réparation de l'acte coercitif illégal.....	829
II. La substitution de l'État à ses agents, protection de l'auteur de l'acte coercitif illégal.....	834
§2. L'effectivité de la responsabilité interne.....	842
A. L'organisation d'une responsabilité disciplinaire effective.....	843
I. La responsabilité disciplinaire des OPJ.....	843
II. La responsabilité disciplinaire des magistrats.....	847
B. L'obligation d'une responsabilité disciplinaire effective.....	853
<b>Conclusion du Titre II.....</b>	<b>857</b>
<b>Conclusion de la deuxième partie.....</b>	<b>859</b>
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>863</b>

<b>Bibliographie sélective.....</b>	<b>871</b>
I. Ouvrages généraux, Traités, Manuels .....	871
II. Ouvrages spéciaux, Thèses, Monographies .....	875
III. Articles, Chroniques, Doctrine.....	881
IV. Conclusions, Notes, Observations .....	919
V. Rapports .....	934
VI. Principaux sites Internet .....	935
<b>Index alphabétique.....</b>	<b>937</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>957</b>